

LA CORRESPONDANCE POLONAISE

SUPPLÉMENT FRANÇAIS DU

„PRZEGLĄD WSZECHPOLSKI“

paraissant le 1-er et le 15 de chaque mois.

12, rue **Mochnecki**, à **Lwów** (Lemberg — Galicie, Autriche).

Le gouvernement prussien et les Polonais.

La presse européenne s'est dans les derniers temps occupée à plusieurs reprises du changement de système opéré par le gouvernement prussien à l'égard des Polonais, que l'on devait traiter avec plus de douceur dans la patrie de Bismarck. En effet, après l'avènement au trône de Guillaume II la politique d'extermination pratiquée jusqu' alors fut sensiblement modifiée et l'on put croire à une ère de justice et de tolérance. Cette illusion ne pouvait durer. La réaction commença bientôt par une agitation antipolonaise au sein de la bourgeoisie prussienne, qui se mit à créer des associations destinées à combattre le polonisme, dans le genre de la fameuse »Ligue pour la défense du germanisme dans les marches de l'est« aux membres de laquelle les Polonais donnent le nom d' *Hakatistes* (H. K. T. d'après ses fondateurs, Hanseman, Kenne- mann et Tiedemann); cette réaction amena bientôt la réinstallation définitive du système de Bismarck. L'indice le plus décisif de ce revirement est la dernière allocution du ministre de l'instruction publique, M. Bosse, dans la diète prussienne.

Le président du club polonais, M. Motty, adressa au ministre une interpellation à propos de l'enseignement de la religion dans les écoles du gouvernement, et des moyens dont on se sert pour empêcher les élèves de recevoir cet enseignement dans leur langue natale. M. Motty fit au ministre les quatre questions suivantes :

1) Le ministre a-t-il connaissance de la décision du gouvernement royal en Posnanie, par suite de la quelle les enfants qui auraient une fois seulement suivi le cours de religion en langue allemande, seront à jamais privés de l'enseignement polonais dans n'importe quelle école?

2) Pourquoi ne laisse-t-on pas l'inspecteur religieux décider la question, si les élèves seront instruits en langue polonaise ou en allemand?

3) De quel droit les directeurs ajoutent-ils au nom des élèves polonais les lettres *k. d.* c'est à dire catholiques allemands (*katholisch-deutsch*)?

4) Pourquoi les élèves qu'on a inscrits injustement dans la classe allemande, sont-ils privés de l'enseignement religieux polonais?

Mr. Bosse, fidèle à la tradition du prince de Bismarck, n'a pas même essayé de détours, et avec une brutalité digne de son illustre prédécesseur a répondu franchement de la manière suivante :

»J'espère, du moins en ce qui me concerne, mettre fin aux débats polonais qui ne se repètent que trop souvent. Je dirai donc à M. le député Motty que notre devoir est de défendre le germanisme.

»Nous devons combattre de la manière la plus décidée toutes les agitations et les aspirations qui se sont beaucoup accrues dans les derniers temps, et qui, fomentées du dehors, menacent les intérêts et l'existence même de notre patrie.

»Nous sommes un état national, la Prusse est dans son origine et dans son développement un état purement allemand, non pas un royaume fédératif, composé d'éléments allemands, polonais, danois, mais un royaume allemand, allemand-national. L'esprit qui nous a donné naissance est l'esprit allemand, qui se manifeste par une armée allemande, par des écoles allemandes, par des lois allemandes, par une administration et un gouvernement allemand. Il n'y a pas d'état national qui puisse tolérer dans son sein une population anti-nationale.»

Après avoir assuré que ni dans les écoles ni même dans les affaires religieuses le gouvernement prussien ne fera aux Polonais — qui présentent l'élément agressif — la moindre concession, Mr. Bosse termine de la sorte son discours :

»Voilà, messieurs, quels sont les principes fondamentaux de notre politique, politique nécessaire, franche et juste. Notre politique à l'égard des Polonais n'est pas douteuse; les Polonais doivent s'en contenter, s'ils le veulent ou non! Qu'ils renoncent à toute agitation nationale et à tout ce qui s'y rapporte! C'est le seul moyen qu'ils aient de se faire du bien et le seul qui nous permette de les aider.

»Il n'y a pas d'agressions de la part de la presse nationale polonaise, pas d'outrages, pas d'insinuations et aussi pas de flatteries et pas de petits soins

qui puissent nous détourner de notre route. Le gouvernement, après les expériences qu'il a faites doit être toujours sur le qui vive. Oui, messieurs, les Polonais sont une nation très polie et très impulsive — je le reconnais et si on leur donne le petit doigt, ils sont toujours prêts à s'emparer de toute la main. Ils voudraient ainsi nous retenir mais nous ne le voulons pas. C'est à nous qu'il faut les tenir.

Comme on le voit, le discours de ministre de l'instruction publique découvre le plus clairement du monde, quelles sont les intentions du gouvernement de Guillaume II à l'égard des Polonais, intentions qui ne tendent ni plus ni moins qu'à l'extermination complète de notre nationalité.

Nous n'avons qu'à nous louer d'une pareille franchise, car elle éclaire notre position politique et indique la direction que nous devons suivre. Après cette déclaration, ceux de nos compatriotes qui sont le plus portés aux illusions, comprendront facilement que nous n'avons qu'une espérance de salut — la lutte à outrance.

La Pologne contemporaine.

IV.

Les paysans.

(Suite et fin.)

Quant aux paysans de la Pologne russe, ils présentent un curieux sujet d'observation pour ceux qui étudient le développement politique des peuples.

Il n'y a que trente ans que le paysan de cette province possède la terre qu'il cultivait. Si les nouvelles formes de l'organisation économique s'y sont présentées si tard, la faute en est uniquement au gouvernement russe. Il opposait un refus constant aux projets présentés de temps en temps depuis le commencement du siècle par la noblesse polonaise, qui demandait l'abolition des corvées. Ce n'est qu'après la guerre de Crimée, qui démontra l'impuissance du colosse oriental, que le tsar Alexandre II se décida à prendre l'initiative des réformes, sans se hâter cependant de changer la position des paysans.

Mais quand on vit en Pologne commencer la fermentation des esprits qui précéda l'insurrection de 1863, quand la devise de l'émancipation des paysans devenait de plus en plus populaire dans tout l'empire, le gouvernement se décida à y procéder. Deux puissances, l'une après l'autre, promirent au paysan polonais la propriété de sa terre; d'abord le Gouvernement National polonais dans son manifeste de Janvier 1863, ensuite celui du tsar. Ce fut le vainqueur qui accomplit la réforme promise.

Quand le gouvernement russe fit des paysans les propriétaires du sol, il résolut chose naturelle d'explo-

iter ce »bienfait« au profit de sa domination. Les fonctionnaires du monarque absolu se présentèrent au peuple comme des révolutionnaires *sui generis* l'excitant contre la noblesse et en général contre les classes éclairées, contre tout ce qui »portait redingote«. Aux »seigneurs« ils opposaient le tsar, bienfaiteur du paysan, et le gouvernement russe, son unique défenseur.

Cette agitation pourvue d'un argument décisif, celui de la terre »seigneuriale« qu'on accordait au paysan, fit d'abord un mal incalculable, car elle introduisit dans la société l'élément de désorganisation, et dans les idées du peuple un chaos complet. On lui inculquait la foi au monarque, on lui permettait d'espérer que cet octroiement de terres ne serait pas le dernier, dans la persuasion que cette foi et cette espérance seraient la base de l'amour du trône.

Cette propagande, démocratique dans son genre, devint la pierre fondamentale du système gouvernemental en Pologne et a duré jusqu'aujourd'hui. Mais ses auteurs connaissaient si peu les lois du développement social et politique, qu'ils étaient loin de prévoir la courte durée de leur succès.

La réforme de la situation légale des paysans, entreprise par le gouvernement dans le but de s'acquérir leur sympathie, devait en définitive produire des résultats salutaires pour la Pologne et son avenir.

Devenu propriétaire du sol, le villageois devint membre actif de la société, ce qu'il n'avait pas été jusqu'alors: il devint *citoyen*. Il ne lui manquait que l'instruction pour développer en soi les sentiments civiques, pour devenir Polonais dans toute la force du terme.

Le gouvernement russe, comprenant que l'ignorance du peuple était la base de sa domination, fait tout son possible pour entraver cette instruction. Les écoles primaires sont organisées de la sorte qu'elles ne servent presque à rien, elles démoralisent les masses et se bornent à des essais de russification aussitôt avortés qu'entrepris; l'instruction privée est persécutée de toutes les façons, et l'on condamne à des peines sévères toutes les personnes qui voudraient apprendre aux enfants du peuple à lire et à écrire; la censure enchaîne complètement la presse et la littérature populaire, empêchant en même temps de les donner à bon marché. Néanmoins les conditions de la vie sociale, démontrant au peuple la nécessité de s'instruire et le bon sens politique indiquant aux classes éclairées le besoin de relever le niveau intellectuel des masses, ont fait que l'instruction s'est extrêmement développée dans les dernières années et ce sont des efforts de toutes les classes de la société, soit individuels, soit organisés qui y ont beaucoup contribué. Les parents en instruisant leurs propres enfants, les personnes des classes éclairées, les filles et les femmes des propriétaires fonciers, en fondant des écoles clandestines, des bibliothèques, les journaux, les livres, enfin les relations

économiques, en forçant l'homme du peuple à se transporter en esprit hors des limites de sa paroisse, tout a donné une vigoureuse poussée au développement intellectuel des masses. Ce progrès ne fait à vrai dire que commencer, mais son influence politique est déjà très considérable.

Les vieux paysans, ceux qui se rappellent les temps de l'émancipation et ceux qui les ont précédé, peuvent encore jusqu'à un certain point satisfaire l'administration du tzar par leur façon de penser ; mais la nouvelle génération, déjà plus critique, se rend beaucoup mieux compte de la politique du gouvernement et y est en général opposée ; tout ce qui a plus d'intelligence possède une conscience parfaite des ses intérêts nationaux, et le manifeste quelquefois par un patriotisme ardent.

Depuis quelques années, la gendarmerie recherchant les « ennemis intérieurs » du tzar, rencontre de temps en temps des paysans qui font de la « propagande polonaise », comme elle s'exprime dans ses rapports officiels.

Dans les dernières mois on a pratiqué dans certains cantons des perquisitions et des arrestations en masse, car on a découvert que les livres patriotiques polonais y sont très répandus parmi les paysans, quoique défendus par la censure, en compagnie de brochures politiques, de proclamations etc ; on s'est convaincu que le peuple lit tout cela avec empressement, et qu'on se le passe partout de main en main.

Nous avons dit plus haut, que ce que les Polonais soumis à la Russie font pour l'instruction du peuple n'est encore qu'un commencement. Selon le plus ou moins d'énergie qu'on a déployée dans ce but, selon que les conditions économiques facilitaient plus ou moins les progrès intellectuel, nous rencontrons dans les différentes parties du Royaume plus ou moins de progrès en général, plus ou moins de développement des idées politiques en particulier. Ce qu'il y a de certain, c'est que ce développement a désormais une tendance très décidée, qu'il fait du paysan sous tous les rapports un citoyen polonais, fidèle aux traditions et aux aspirations nationales de la patrie commune.

Dans les conditions de la vie politique de la Pologne russe, où tout est étouffé par le système bureaucratique et policier, où on est forcé de cacher aux organes du gouvernement tout ce qui témoigne de la vitalité nationale, où par suite ce qu'on pourrait appeler la vie souterraine de la société est extrêmement développé, il est très difficile d'évaluer comme il faut les différents facteurs de la vie sociale, dans le cas présent, il est donc presque impossible de savoir au juste ce que pense le peuple, et quel est son développement politique actuel. On ne peut en juger que par suite des divers accidents, qui manifestent au dehors ce qui a l'habitude d'être caché à tous les yeux.

On peut dire de la masse populaire du Royaume de Pologne qu'elle est constamment en progrès,

que la société se trouve par conséquent dans une période de transition, où les aspirations nationales, qui étaient jusqu'à présent le privilège des hautes classes, deviennent communes à toute la nation ; mais il en est tout autrement des provinces où le gros de la population appartient à d'autres groupes ethnographiques. La plus vivace de ces provinces est encore la Lithuanie proprement dite avec une population d'environ 2 millions. Quoique le gouvernement russe n'y permette pas la publication de livres et de journaux lithuaniens en lettres latines (les Lithuaniens ne veulent et ne peuvent avoir d'autre alphabet), et que par suite la littérature lithuanienne y soit de fait complètement défendue, les paysans lithuaniens, en particulier ceux de la Samogitie (gouvernement de Kowno) comptent fort peu d'analphabètes. Le peuple s'y procure par contrebande tout ce qui est nécessaire à ses besoins intellectuels : journaux et livres de toute espèce. Quoique une grande partie de ces transports soit continuellement interceptée par les douaniers russes, il se répand en Lithuanie tous les ans plus de deux cent mille exemplaires de publications lithuaniennes, qui pénètrent dans les recoins le plus reculés.

Toute autre est la position de leurs voisins, les Russiens-Blancs, qui habitent la partie orientale de la Lithuanie. Ils se servent d'un dialecte intermédiaire entre le polonais et le russe, qui n'a point aujourd'hui de littérature. Aussi l'instruction y est elle en arrière, comparativement aux autres parties de la Pologne, ce qui peut aussi provenir en partie de la situation économique du pays.

Quant aux Ruthènes ou Petits-Russiens, ils ont des commencements d'une littérature, mais elle n'a pour le peuple presque point de valeur. Le gouvernement russe persécute leur langue encore plus que le polonais, et la position économique du peuple, les rapports d'une part avec la classe intelligente polonaise, de l'autre avec l'administration russe, le force à se servir ou du russe, ou du polonais. Cette dernière langue étant exclue de l'école, il est réduit à l'autre, qui fait cependant fort peu de progrès. Il n'y a que les trois millions de Ruthènes de la Galicie, qui aient des écoles nationales. Aussi l'instruction fait elle parmi eux des progrès sensibles, moins cependant que parmi les paysans polonais de la Galicie.

Sous le rapport du développement politique de ces provinces, par suite des différences de langue et de religion (les Lithuaniens seuls appartiennent, comme le Polonais, à la religion catholique), par suite des efforts du gouvernement russe, qui tâche de les détacher complètement de la Pologne, les paysans de ces provinces forment une masse presque entièrement indifférente. Ils n'ont ni traditions historiques particulières ni le sentiment de leur individualité nationale, ils ne peuvent pas avoir de sympathies russes, en dépit des efforts du gouvernement, et dans les circonstances actuelles ils ne

peuvent se solidariser avec les Polonais. C'est donc une masse passive, dominée par quiconque veut et peut s'emparer du pouvoir.

Les Lithuaniens seuls, par suite de la persécution religieuse, ont avec les Polonais une idée commune, et d'autre part la littérature lithuanienne développe en eux le sentiment de leur nationalité; chez les Ruthènes de la Pologne autrichienne le régime constitutionnel et les écoles développent peu à peu l'activité politique et le sentiment national ruthène.

La presse française.

A la mort de Floquet, la presse française s'est rappelée la fameuse exclamation: »Vive la Pologne, monsieur!« que le défunt avait jetée à Alexandre II pendant l'exposition universelle de 1867. Quelques journaux ont affirmé que Floquet n'avait pas prononcé ces paroles, d'autres ont voulu le justifier de cette incartade qui est maintenant considérée, comme un crime, au point de vue de l'amitié franco-russe. Parmi les articles à ce sujet, qui témoignent du peu d'indépendance de la presse française, nous trouvons une opinion juste et impartiale de M. E. Lepelletier dans l'*Echo de Paris*. Le publiciste français s'exprime de la manière suivante:

„Même fausse interprétation sur le fameux cri de: „Vive la Pologne!“ attribué à Floquet seul, lors de la visite du tzar au Palais, en 1867. D'abord il faut bien se rappeler qu'à cette époque il n'était point du tout ridicule de témoigner de sa sympathie à cette nation héroïque, devenue la proie des bandits couronnés. La jeunesse était encore toute frémissante sous le coup d'archet des Michelet, des Quinet, qui avaient flétri le partage infâme. J'étais étudiant alors et je me souviens des manifestations à l'hôtel Czartoryski, qui se terminaient généralement par des charges de sergents de ville. Le cri dont Floquet a endossé la responsabilité était celui de toute la démocratie lettrée, et si l'on citait Adam Mickiewicz au quartier latin, dans les faubourgs on chantait avec la Bordas: „L'âme de la patrie, celle qui ne meurt pas!“ Tout ce tapage sentimental est bien éteint. La Pologne, que c'est vieux jeu! Pourtant on ne prescrit pas contre le droit, et, dans le pays où fut pratiquée l'amputation de 1871, il sera toujours permis, toujours à propos de plaindre la malheureuse nation dépecée, et d'acclamer sa résurrection possible. L'exclamation du barreau républicain n'était pas une gaminerie, comme on l'a dit, mais une protestation au nom du droit et de la justice violés, comparable à celle qui ferait crier à un philosophe belge, anglais ou suédois: „Vive l'Alsace-Lorraine!“ sur le passage de Guillaume II.“

Variétés.

L'ordre règne à Varsovie. La prison où l'on enferme pendant l'instruction les personnes accusées de crimes politiques est à Varsovie le »dixième pavillon« de la citadelle. Après l'arrêt on transporte les détenus dans les prisons pénitentiaires. Il est difficile d'avoir une idée exacte du nombre de ces détenus, car les procès en matière politique où les gendarmes jouent le rôle de juges d'instruction, sont couverts du voile d'un mystère le plus épais. Nous avons réussi à obtenir quelques chiffres dévoilant un peu ce sujet intéressant. D'après les rapports secrets de la gendarmerie le nombre des détenus au pavillon X était en 1895: le 1 janvier de 77, le 15 janvier de 63, le 1 février de 55, le 15 février de 56, le 1 mars de 60, le 15 mars de 60, le 1 avril de 61, le 15 avril de 49, le 1 mai de 44, le 15 mai de 43, le 1 juin de 29, le 15 juin de 46, le 1 juillet de 55, le 15 juillet de 49. Parmi ces détenus 8 l'étaient depuis 1893, et 4 d'entre eux n'ont reçu leur arrêt que les jours derniers; l'instruction du procès des 4 autres dure encore.

Attentat contre l'image de la Vierge. Il existe à Vilno une madonne miraculeuse célèbre dans toute la Pologne et les pays voisins et objet d'une adoration générale. Nul ne peut passer la tête couverte auprès de la chapelle de la Vierge »d'Ostra Brama« sans s'exposer à un conflit. Aussi les juifs même se découvrent-ils en passant devant la chapelle.

L'administration et le clergé russes ont depuis longtemps l'intention de s'emparer de cet image et d'en faire un apanage de l'orthodoxie. La crainte des émeutes les empêche seule d'exécuter ce projet.

Il y a six semaines, que cet image a été l'objet d'un accident des plus singuliers.

Le 1 février un Russe apporta à la chapelle comme offrande plusieurs cierges d'une grosseur énorme (tels que les orthodoxes les emploient) en priant le curé de les allumer devant la Vierge pour toute la nuit. Comme les offrandes des Russes à cette chapelle ne sont pas rares, cela ne parut pas extraordinaire. On alluma les cierges en les recommandant au soins du sacristain. Celui-ci cependant les éteignit avant le jour (assurant plus tard de l'avoir fait après avoir entendu trois fois une voix d'en haut qui disait: «Eteinds les cierges»).

Le lendemain matin on reconnut que les cierges étaient remplis de poudre, et on les remit à la police.

Le gouverneur a enjoint au prêtre et à tout le monde le silence complet sur cet événement, sous les peines les plus sévères.